

Décision du Président n° 2024-06-102

Objet : Défendre la communauté d'agglomération dans l'action intentée contre elle, par un agent communautaire, devant le tribunal administratif de Rennes

Le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil d'Agglomération, de l'élection du Président, des Vice-président(e)s et conseiller(e)s délégué(e) du 16 juillet 2020 ;

Vu les délibérations DEL2020-07-234 du 16 juillet 2020, DEL2020-09-265 du 15 septembre 2020 et DEL 2021-03-032 du 23 mars 2021 portant délégation d'attribution du Conseil d'Agglomération au Président ;

Considérant que le Conseil d'Agglomération a chargé le Président, par délégation, d'intenter au nom de la communauté d'agglomération les actions en justice ou de défendre la communauté d'agglomération dans les actions intentées contre elle, pour tout contentieux intéressant la communauté d'agglomération et devant toute juridiction française, européenne, internationale ou étrangère, et tout degré de juridiction ;

Considérant que le Conseil d'Agglomération a chargé le Président, par délégation, de fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

Considérant qu'un agent communautaire a déposé une requête le 17 mai 2024, auprès du tribunal administratif de Rennes, ayant pour objet la contestation d'un licenciement à l'issue d'une période d'essai ;

DECIDE

Article 1 : De défendre la communauté d'agglomération dans l'action intentée contre elle, par un agent communautaire, devant le tribunal administratif de Rennes,

Article 1 : De confier la représentation en justice de la communauté d'agglomération au cabinet d'avocats KOVALEX (Saint-Brieuc), représenté par Maître GUILLOIS ;

Article 3 : La présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil d'Agglomération et sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de Guingamp-Paimpol Agglomération.

Article 4 : La présente décision sera transmise au Représentant de l'Etat ;

Article 5 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

A Guingamp, le 10/06/2024

Le Président
Vincent LE MEAUX

